



EN FINIR AVEC LA FAIM...

Un Sahélien sur deux vit en dessous du seuil de pauvreté, un sur trois affronte quotidiennement les affres de la faim et de la malnutrition. Dans le monde, c'est près de 3 milliards de personnes qui vivent avec moins de deux dollars par jour et plus de 800 millions de personnes qui restent confrontées à la faim.

À la faveur du cinquantième anniversaire des Nations Unies, la communauté internationale s'est engagée à réduire de moitié la proportion de pauvres et de personnes confrontées à la faim. Dans le Sahel, l'insécurité alimentaire est au cœur des préoccupations depuis les grandes sécheresses des années 70 puis 80.

Malgré les progrès accomplis depuis 20 ans, force est de constater que le droit à l'alimentation auquel chaque Sahélien peut légitimement prétendre ne s'est pas traduit dans les réalités. L'insécurité alimentaire massive ronge nos sociétés, sape les fondements du développement socio-économique et s'oppose à une gestion durable des ressources naturelles.

Le Sahel voit sa population doubler tous les 25 ans. Cette population est de plus en plus urbaine, et ses modes de consommation alimentaire évoluent. Les fondements sociaux qui accordaient une importance cruciale à la solidarité sont en pleine mutation. À la faveur de la démocratisation et de la libéralisation, nos États se sont désengagés au profit des acteurs de la société civile et des opérateurs du secteur privé. Notre environnement, notre culture et notre économie sont confrontés aux multiples défis posés par la globalisation. Toutes ces évolutions ont des impacts importants sur les conditions de la sécurité alimentaire. Elles nous obligent à promouvoir de nouvelles approches qui prennent en compte la complexité des causes de l'insécurité alimentaire, ainsi que ses multiples formes, et qui responsabilisent l'ensemble des acteurs.

L'élaboration du cadre stratégique de sécurité alimentaire durable dans une perspective de lutte contre la pauvreté au Sahel, puis des stratégies nationales et régionale s'est appuyée sur un processus permanent de concertation entre les États, les acteurs de la société civile, les opérateurs économiques, les organisations professionnelles et les partenaires internationaux. Ce processus ouvre désormais des perspectives nouvelles. À chacun maintenant d'en tirer les conséquences. Garantir la sécurité alimentaire relève d'une responsabilité collective.

Les collectivités locales et les acteurs de la société civile et du secteur privé sont les acteurs les plus proches des problèmes. Ils sont au contact direct des situations de crise, et construisent les bases du développement durable. Le renforcement de leurs capacités pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle relève de l'intérêt général.

Du côté des États, notre responsabilité est de veiller quotidiennement à ce que les enjeux alimentaires soient au cœur de chacune de nos décisions, soient intégrés dans chacune de nos réformes de politiques publiques. Il est du rôle des États d'harmoniser les politiques au sein des espaces régionaux. C'est le gage de l'efficacité de l'action publique. C'est à ce prix que peut se construire un espace politique soudé, un espace économique et commercial dynamique pour les producteurs et les entreprises, un espace social assurant la solidarité et la réduction des inégalités. C'est aussi à ce prix que nous pourrions peser dans les négociations internationales.

Du côté de la communauté internationale, la responsabilité est aussi très importante. Les enjeux alimentaires interpellent les règles du commerce international, les politiques agricoles dans les pays développés et bien entendu les politiques de coopération au développement. La cohérence et la coordination des partenaires internationaux sera déterminante pour le devenir des sociétés sahéniennes.

Une sécurité alimentaire fondée sur la valorisation des ressources locales et tournant le dos à une dépendance croissante vis-à-vis des marchés internationaux est possible dans le Sahel. Elle s'inscrit dans une perspective plus large qui inclut la lutte contre la pauvreté, le développement humain durable et l'intégration régionale.

C'est cette option, capable de rendre sa dignité à chaque Sahélienne et Sahélien, que l'ensemble des acteurs publics et privés ont choisi de promouvoir.

Amadou Toumani Touré

Président de la République du Mali
Président en exercice du CILSS